

Amseaa : « Continuer à y croire »

« C'EST UN TRAVAIL de qualité qui est fait avec les jeunes. Et derrière, on nous cisaille financièrement », lance Roland Willocq, secrétaire au bureau de l'Amseaa (Association meusienne pour la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes) dont l'assemblée générale se tenait mercredi, dans ses locaux à Thierville. Il ne s'agit pas là de colère, mais plutôt d'un sentiment d'incompréhension et d'injustice quant à la baisse des aides en ZRR, Zones de revitalisation rurale.

Pourtant le rapport d'activités de l'année 2014 prouve que l'association continue à être force de propositions et veut « aller de l'avant et continuer à y croire », souligne Bruno Larcher, directeur général. « La création des D2A, Dispositif d'aide à l'autonomie avec projet de chantier d'insertion jeune, le parrainage jeune en sont des exemples ». Le taux d'activité des cinq établissements

en Meuse (CEE, CER, Mecs, SER et Saed) varie de 79 % à 95 % pour la majorité. « 23 jeunes ont été pris en charge au D2A. En fin d'année, la capacité d'accueil maximale était atteinte avec 10 jeunes au sein du petit collectif de semi-autonomie et 8 en appartement ». Bruno Larcher souligne toutefois son inquiétude quant au Saed « non pas sur la qualité de l'accompagnement proposé, mais sur la typologie des familles suivies (monoparentale, recomposée), victime également de pauvreté économique, solitude, détresse » et les effets par ricochets sur les enfants.

« Vitrines de la PJJ »

Le SER, Service escale Roumanie prend son rythme de croisière. « 70 % des jeunes qui passent par ce service sont remobilisés à leur retour ».

Enfin, le CEF, Centre éducatif fermé et le CER, Centre

éducatif renforcé, sont les « vitrines de la PJJ. Protection judiciaire de la jeunesse, grâce à leur qualité de prise en charge » comme l'ont montré différents audits ou contrôles en 2014. Cela ne les empêche pas d'être malmenés financièrement « et nous n'avons aujourd'hui aucun représentant de la PJJ » constate Danièle Boinette.

Pour l'heure, le dispositif de parrainage qui tend à maintenir ou créer un lien intergénérationnel pour les jeunes suivis devenus majeurs va être « évalué en matière de satisfaction de nos jeunes avant d'être généralisé ». Autre opération, la mise en place d'un chantier d'insertion jeune qui est en bonne voie de concrétisation puisqu'une réunion vient d'avoir lieu avec de nombreux organismes publics et privés. Le projet pourrait démarrer à l'automne « son originalité est due à une forte implication du jeune et de



■ Bruno Larcher, directeur général et Danièle Boinette, présidente de l'Amseaa.

Photo ER

sa famille. »

À souligner de grandes réussites : l'obtention par trois élèves en CEF de leur brevet des collèges « et cela avec mention » souligne la présidente malgré un lourd handicap en langues étrangères « preuve du bon travail de l'équipe éducative. »

Également Yamina une jeune adulte suivie durant de nombreuses années « qui nous a invité à Bordeaux pour la remise de son Master en commerce ».

« Au vu des résultats, on va continuer à se battre, car on est dans notre droit et on se doit d'aller jusqu'au bout », a conclu la présidente.

Christine CORBIER

Une motion pour être entendus

« NON ON n'en est pas à la fermeture, rassurez-vous », précise Danièle Boinette. Mais la perte annoncée des aides ZRR est difficile à avaler, car un jour ou l'autre la seule variable d'ajustement sera les salariés.

Pour ce qui est des Mecs, SER et Saed, financés par le conseil départemental, ce-

lui-ci a accepté de compenser financièrement la hausse des charges sociales « nous avons les mêmes objectifs. Les jeunes quelles que soient leurs différentes origines doivent trouver de quoi mettre le pied à l'étrier. Tout enfant est éducatif. Il faut croire en ces jeunes et en votre travail », a souligné

Martine Joly, vice-présidente du conseil départemental. En revanche, le CER et CEF financés par le ministère de la justice ne trouvent aucun écho.

Résultat, le budget démarre déficitaire. « On perd environ 100.000€ sur les différents établissements », annonce Danièle Boinette.

Ce qui fait dire à Roland Willocq également président de l'association Coup d'Pouce « Je souhaite savoir quelle est pour les enfants pris en charge l'ambition de la PJJ ? » et d'ajouter plus crûment « Les Émile Louis, Kouachi et autres sont des gamins de la protection de

l'enfance qu'on a laissés dans leur boue. Et qui s'en sont sortis, on voit comment ! »

L'Amseaa a donc opté pour une motion qui sera envoyée à la ministre de la justice, Christiane Taubira et servira également de recours gracieux auprès du préfet.

Ch.C.